

DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

ILLUSTRATION ÉLISE GRAVEL

# Ensemble pour l'égalité

Ensemble pour l'égalité des genres : tel est le thème de la Semaine du développement international de cette année, qui a lieu du 3 au 9 février. Pour l'occasion, *Le Devoir* dresse un portrait de la situation et d'initiatives mises sur pied d'un bout à l'autre de la province, du pays et du monde, afin d'enrayer ces inégalités encore très nombreuses.

## Impliquer les femmes dans la réduction des inégalités

Pour la Semaine du développement international 2019, l'Association des organismes de coopération internationale (AQOCI) a choisi pour thème les violences sexuelles faites aux femmes.

GABRIELLE BRASSARD-LECOURS  
*Collaboration spéciale*

**Q**uel rapport entre le développement international et les violences sexuelles faites aux femmes? « On doit absolument inclure les femmes dans les processus de paix. On doit aussi aider les femmes à s'organiser et à s'éduquer », explique Michèle Asselin, présidente de l'AQOCI.

Si les femmes, à travers le monde, prennent de plus en plus leur place pour dénoncer les agressions qu'elles subissent, elles le font moins en temps de conflits et de guerre. Certaines se marient même avec leur agresseur. Une façon d'être protégée, en quelque sorte, contre d'autres agressions, mais qui leur enlève tout recours de dénonciation. « Il faut vraiment les aider et les éduquer pour qu'elles se sentent assez outillées pour parler publiquement et sortir de leur état de vulnérabilité », affirme la présidente. Malgré ce constat, M<sup>me</sup> Asselin observe que, même en temps de conflits, les femmes ont déjà tendance à se solidariser et à s'organiser entre elles. « Elles tentent de s'entraider, de dénoncer, de lutter et d'améliorer leurs conditions malgré tout », témoigne-t-elle.

### Une bande dessinée comme outil de sensibilisation

Depuis quelques années, l'AQOCI choisit la bande dessinée comme outil de sensibilisation, travaillant avec des bénévoles différents chaque fois, souvent eux-mêmes impliqués dans des luttes reliées à l'organisme. Cette année, on a fait appel à D. Mathieu Cassendo

VOIR PAGE C 2 : AQOCI



ISTOCK



ÉGALITÉ ENTRE LES GENRES

## AGISSONS ENSEMBLE

DONNEZ. DEVEZNEZ VOLONTAIRE.

  
CARREFOUR  
INTERNATIONAL

# DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL



D. Mathieu Cassendo, en collaboration avec l'AQOCI, a illustré les histoires de résilience des femmes au Yémen.  
D. MATHIEU CASSENDO / AQOCI

## Un outil de sensibilisation

### AQOCI

SUITE DE LA PAGE C 1

(qu'on connaît aussi pour la conception de l'une des pancartes thématiques de Québec solidaire pendant la dernière campagne électorale sur l'assurance dentaire pour tous). L'artiste, en collaboration avec l'AQOCI, a illustré les histoires de résilience des femmes au Yémen, pays qui connaît la plus grave crise humanitaire de l'humanité.

«On sort des rapports et on écrit des articles, mais la bande dessinée rejoint plus de monde et est plus accessible», explique M<sup>me</sup> Asselin. Cette dernière précise néanmoins que celle de cette année s'adresse à un public un peu plus âgé compte tenu de la violence des histoires qu'elle raconte. Mais plusieurs travailleurs de l'AQOCI font une tournée des écoles tout au long de l'année pour sensibiliser les jeunes au développement international et aux enjeux qui y sont liés, comme les violences sexuelles faites aux femmes.

Plusieurs des activités de l'AQOCI, dont le lancement de la bande dessinée, qui aura lieu le 6 février prochain, sont également filmées en direct pour être diffusées sur les réseaux sociaux. L'aspect éducatif est essentiel pour l'organisme, entre autres avec les femmes qui vivent dans des pays en guerre et qui rencontrent de multiples difficultés.

#### Les droits LGBTQ+

Pour l'AQOCI, les droits LGBTQ+ doivent aussi faire partie de la lutte contre les inégalités. «Ça relève des droits de la personne, et on doit les inclure dans une vision globale du développement», indique la présidente. La personne qui a fait la bande dessinée intitulée *Les femmes de Saba* désire ne pas être genrée.

La Semaine du développement international est célébrée partout au Canada. Le thème des violences sexuelles faites aux femmes est particulier au Québec. «La préoccupation de l'égalité hommes-femmes et des violences faites aux femmes fait partie depuis longtemps de notre ADN et on doit absolument aller de l'avant et réfléchir à ce sujet dans l'ensemble de notre travail», confie Michèle Asselin. Elle ajoute qu'il faut agir avec et pour les femmes, et que l'implication des populations, en faisant l'éducation des garçons, est essentielle à la lutte contre les inégalités.



#### Les femmes de Saba

Histoires de résilience au Yémen  
D. Mathieu Cassendo, Semaine du développement international, AQOCI

## 63 %

Les violences envers les femmes et les filles ont augmenté de plus de 63% depuis le début du conflit au Yémen, selon le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA).

Quelque 2,6 millions de femmes et de filles sont aujourd'hui menacées de violences physiques ou sexuelles. En 2016, plus de 10 000 attaques envers les femmes et les filles ont été recensées. Bien qu'énorme, ce chiffre ne serait pas représentatif de la réalité, alors que la majorité des violences ne sont ni dénoncées ni répertoriées.

Le Yémen est considéré comme étant parmi les pires pays de la planète concernant les droits des femmes : 14% des Yéménites sont mariées avant l'âge de 15 ans, 52% avant leurs 18 ans et 70% des femmes sont illettrées.

## Changer les choses,

Auteure et illustratrice prolifique, Élise Gravel est très connue des amateurs de littérature jeunesse. Au printemps 2014, elle partageait pour la première fois sur sa page Facebook une affiche ludique gratuite destinée à déboulonner les stéréotypes sexuels. Intitulée *Les filles peuvent*, cette dernière a suscité un intérêt si vif que l'artiste a décidé de récidiver et d'en faire une habitude. Son objectif : sensibiliser les jeunes et leur entourage aux grands enjeux qui la préoccupent.



EMILIE CORRIVEAU  
Collaboration spéciale

«Je considère ça comme du bénévolat, confie d'entrée de jeu Élise Gravel. C'est ma façon à moi de contribuer à la société; j'ajoute mon grain de sel de la manière qui me convient le mieux.»

Depuis la publication de *Les filles peuvent*, l'artiste montréalaise n'a pas chômé. En parallèle de ses nombreux projets professionnels, elle a non seulement trouvé le temps de créer une version masculine de son affiche initiale et de faire paraître *Tu peux*, un livre gratuit sur le thème des stéréotypes de genre, mais également de s'attaquer à une poignée d'autres thèmes qui lui tiennent à cœur. Elle a notamment produit des affichettes portant sur le respect de la différence et le consentement. Elle s'est également attardée à expliquer la réalité des réfugiés et à mettre en lumière la contribution exceptionnelle de certains d'entre eux.

«Quand je fais une affiche, en général, c'est parce que je vis une émotion forte par rapport à un sujet, explique M<sup>me</sup> Gravel. Je vois une nouvelle, ça m'inspire, j'ai envie d'en parler et je fais un dessin. Je le partage gratuitement parce que ce qui m'importe, c'est de partager un message.»

#### Les enfants d'abord

Bien que ses affichettes soient très populaires auprès des adultes, M<sup>me</sup> Gravel crée toujours ces dernières en pensant d'abord aux enfants. Selon l'artiste, sensibiliser tôt les jeunes aux différents enjeux de société s'avère le meilleur moyen de s'assurer que de réels changements peuvent survenir dans l'avenir.

«Je pense que c'est très important de passer des messages d'ouverture, de tolérance et d'acceptation de soi aux enfants dès leur très jeune âge, indique-t-elle. Ils ne sont jamais trop jeunes pour apprendre ces choses-là, au contraire! Il faut le faire pendant qu'ils sont ouverts, qu'ils sont en train de former leur compassion et leur empathie et qu'ils apprennent à accepter la différence. J'ai l'impression que, pour bien des adultes, il est souvent trop tard. Avec les jeunes, on se donne une chance de créer un futur plus égalitaire, plus ouvert.»

Reconnue pour ses illustrations ludiques, M<sup>me</sup> Gravel utilise généralement l'humour pour transmettre ses messages. Bien qu'elle ait parfois de la difficulté à traiter avec légèreté de thèmes aussi sérieux que le racisme ou le sexisme, elle évite toujours de jouer les moralisatrices.

«Ces messages-là sont souvent martelés d'une façon pédagogique et un peu moralisatrice. Quand on les rend drôles, surtout pour les enfants, ils deviennent beaucoup plus faciles à avaler.»



Pour que toutes et tous puissent jouir des mêmes droits, des mêmes opportunités de choix et des mêmes possibilités de contribuer au développement.



POUVOIR NOURRIR  
POUVOIR GRANDIR  
Développement international

rapportupadi2017-2018.upa.qc.ca

## DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

## une affichette à la fois

LES **FILLES** PEUVENT **ÊTRE:**

GROGNONNES



FORTES



RIDICULES



« Ces messages-là sont souvent martelés d'une façon pédagogique et un peu moralisatrice, relève-t-elle. Quand on les rend drôles, surtout pour les enfants, ils deviennent beaucoup plus faciles à avaler. J'essaie de garder ça en tête et d'éviter d'être didactique. »

**Encore du chemin à faire**

Créées tantôt en français, tantôt en anglais, les affichettes de M<sup>me</sup> Gravel sont souvent traduites dans plusieurs langues et partagées un peu partout à travers la planète, même dans des pays où l'artiste n'est pas très connue.

« Les gens à travers le monde me demandent l'autorisation — que je donne tout le temps — et font les modifications eux-mêmes sur le fichier en haute résolution que je leur fournis. J'ai eu des demandes d'environ une vingtaine de langues », précise-t-elle.

Ses affichettes font toutefois souvent réagir. Il n'est

pas rare que l'artiste reçoive des commentaires désobligeants de la part de personnes réfractaires aux messages qu'elles véhiculent.

« L'affiche qui a le plus fait jaser, c'est celle sur les réfugiés. Au Québec, ça n'a pas été si pire, mais aux États-Unis et en Europe, les réactions étaient très vives. J'ai eu droit à beaucoup de colère et j'ai reçu des messages comme : "Prends-les chez toi, les réfugiés!" J'ai passé deux jours à essayer de répondre poliment à ça, puis j'ai arrêté parce que ça ne servait à rien », relate-t-elle.

Loin de se laisser démonter par de telles réactions, M<sup>me</sup> Gravel entend bien continuer à offrir gratuitement des illustrations porteuses d'ouverture et d'égalité.

« L'actualité me donne sans cesse de nouvelles idées, confirme-t-elle. Le sexisme, le racisme et l'intolérance à la différence, je vais continuer d'en parler tant que j'aurai des angles pour le faire. »

**« Je pense que c'est très important de passer des messages d'ouverture, de tolérance et d'acceptation de soi aux enfants dès leur très jeune âge »**

MENEUSES



PUANTES



ILLUSTRATIONS ÉLISE GRAVEL



## Devenez volontaire avec SUCO !

communication

égalité femmes-hommes

entrepreneuriat

agroécologie

gestion administrative

environnement

marketing

gestion de projet

Burkina Faso · Haïti · Honduras · Mali  
Nicaragua · Pérou · Sénégal

[SUCO.ORG/emploi](http://SUCO.ORG/emploi)

QSF  
QUÉBEC SANS FRONTIÈRES  
UN ALLER-RETOUR DIFFÉRENT

Nos programmes de stages internationaux pour les jeunes et de coopération volontaire sont réalisés avec l'appui financier du gouvernement du Canada accordé par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Canada Affaires mondiales Canada Global Affairs Canada

QCCI  
Québec

# DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

## Portrait des inégalités de genre

Les inégalités sont encore grandes et nombreuses à travers le monde entre les hommes et les femmes, ainsi qu'entre les garçons et les filles. Ces inégalités sont aussi souvent décuplées dans les pays en conflit. Portrait de la réalité de plusieurs femmes et filles à travers le monde, en chiffres et en images.

GABRIELLE BRASSARD-LECOURS  
Collaboration spéciale



D. MATHIEU CASSENDO/AQOCI

### UNE FEMME SUR TROIS

Près d'un tiers (30%) des femmes dans le monde qui ont eu une relation de couple disent avoir subi des violences physiques et/ou sexuelles de la part de leur partenaire, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Sur le continent américain, une femme sur trois dit avoir souffert de violences conjugales au cours de sa vie, selon une étude publiée en 2018 par l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). Toujours sur le continent américain, 60% des femmes auraient été victimes de violences. Plusieurs cas de violences ne sont toutefois jamais rapportés.

### 37 PAYS

Dans 37 pays, aucune poursuite n'est intentée contre les violeurs s'ils sont mariés à leur victime ou s'ils les épousent par la suite. Cela prive donc les victimes de tout recours et donne un exutoire aux auteurs potentiels de violences sexuelles. (Source: ONU)

### 308 CAS DE VIOLENCES SEXUELLES

«La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) a recensé 308 cas de violences sexuelles liées au conflit, ayant touché respectivement 155 femmes et 138 filles (dont 48 avaient été recrutées par des groupes armés).» (ONU)

### 53 ACTES DE VIOLENCE SEXUELLE CONTRE DES FEMMES ET DES FILLES EN AFGHANISTAN

«En 2017, la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) a recensé 53 actes de violence sexuelle commis contre des femmes et des filles, dont trois cas avérés de violences sexuelles liées au conflit perpétrés par des membres de groupes armés illégaux et de la police locale afghan», d'après le dernier rapport du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées aux conflits, de l'ONU.

### 130 MILLIONS

Selon l'organisme à but non lucratif One, plus de 130 millions de filles n'ont toujours pas accès à l'école à travers le monde. Toujours selon One, neuf des dix pays où les filles ont le moins accès à l'éducation se trouvent en Afrique, le Soudan du Sud figurant en tête de peloton, où seulement 15,93% des filles ont accès à l'éducation. Suivent ensuite dans ce classement la République centrafricaine (17,75%), le Niger (21,50%), l'Afghanistan (23,51%), le Tchad (27,16%), le Mali (29,28%) et la Guinée (30,35%). D'autre part, plus de la moitié des filles des dix pays recensés ici se marieraient avant 18 ans, et environ une fille sur quatre serait obligée de travailler.

### 220 MILLIONS D'ENFANTS

Environ 220 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans travaillent dans le monde, dont 152 millions de manière illégale (principalement pour des questions d'âge), peut-on lire dans le livret *Les inégalités expliquées aux jeunes* produit par l'Observatoire des inégalités. Parmi eux, l'Organisation internationale du travail (OIT) estime qu'ils sont 72 millions à occuper un emploi dangereux.

### DE 112 À 153 MILLIARDS

Selon l'organisme One, la réduction des inégalités entre les filles et les garçons dans le monde en ce qui concerne l'accès à l'éducation pourrait rapporter entre 112 et 152 milliards de dollars chaque année aux pays en développement.

### 3 % DE FEMMES DANS LES COMITÉS DE NÉGOCIATIONS DES PACTES DE PAIX

Seulement 3% de femmes sont présentes quand vient le temps de négocier des accords de paix dans les pays en conflit. «Il faut absolument changer cette donne», affirme la présidente de l'AQOCI, Michèle Asselin. (ONU, AQOCI). Selon l'ONU et l'AQOCI, 35 pays sont présentement en conflit dans le monde, dont la Syrie, le Yémen, l'Irak, l'Afghanistan, et plusieurs pays africains, comme la République démocratique du Congo.

### 19 JUIN 2008

C'est à cette date que l'ONU a reconnu que les violences sexuelles pouvaient être considérées comme un crime de guerre. C'est aussi la Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit. (*Le Monde*)

### 3,8 MILLIARDS DE DOLLARS DANS L'ÉDUCATION DES FEMMES ET DES FILLES

À l'été 2018, et dans la foulée du G7, le Canada, de concert avec l'Allemagne, la Banque mondiale, le Japon, le Royaume-Uni et l'Union européenne, a annoncé un investissement de près de 3,8 milliards de dollars canadiens, le plus important jamais annoncé dans l'éducation des femmes et des filles en situation de crise et de conflit. Cet investissement pourrait changer la vie de millions de femmes et de filles parmi les plus vulnérables dans le monde. (AQOCI, 45eNord.ca)

### 100 ANS

Selon le rapport sur les inégalités hommes-femme publié par le Forum économique mondial, il nous faudra encore 100 ans pour venir à bout des inégalités.



Em Tarek, une dame âgée vivant dans un camp de réfugiés, a besoin de soins médicaux mais ne sait comment aller à l'hôpital depuis la mort de son mari dans un accident d'auto deux jours auparavant. Akkar, Liban. Octobre 2015.

SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

## LES FEMMES DE SABA

Histoires de résilience au Yémen

D. MATHIEU CASSENDO



Événement gratuit

## LANCEMENT

BD MERCREDI  
6 FÉVRIER

DANS LE CADRE DE LA SEMAINE DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Venez rencontrer D. MATHIEU CASSENDO

5 à 7

Mazbi, restaurant yéménite  
4669, rue Saint Denis, Montréal

POUR EN SAVOIR PLUS : AQOCI.QC.CA

# DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL



## Visages des femmes du monde

« La photographie est un moyen de raconter des histoires de peine et d'espoir pour susciter une prise de conscience de la part du public et conséquemment un désir d'aider », affirme le photojournaliste Frederic Seguin. C'est dans cet esprit qu'il visite plusieurs pays et projets d'ONG internationales depuis 2015. Parmi les clichés qu'il a ramenés, plusieurs témoignent des réalités différentes des femmes et des jeunes filles à travers le monde. Voici quatre images qui valent mille mots.

PHOTOS FREDERIC SEGUIN



Une jeune élève prépare son examen final dans la cour de l'école de musique Kalker Sangeet Vidyalaya. Organisme : Kalker Sangeet Vidyalaya Dharwad, Karnataka, Inde. Janvier 2015.



Les résidents de la ville de Bhaktapur s'affairent à nettoyer les débris jonchant les rues. Bhaktapur, Népal. Avril 2015.



Une mère porte sa fille et tente de la protéger de la pluie dans l'attente du processus d'enregistrement dans le camp de réfugiés de Moria. Île de Lesbos, Grèce. Octobre 2015.

Ce cahier spécial a été produit par l'équipe des publications spéciales du *Devoir*, grâce au soutien des annonceurs qui y figurent. Ces derniers n'ont cependant pas de droit de regard sur les textes. La rédaction du *Devoir* n'a pas pris part à la production de ces contenus.



**OXFAM**  
Québec

## LE POUVOIR CITOYEN CONTRE LA PAUVRETÉ DEPUIS 45 ANS!

### NOS EXPERTISES ICI ET DANS LE MONDE

- Éducation à la citoyenneté mondiale
- Sécurité alimentaire et développement agricole
- Développement économique des femmes et des jeunes
- Interventions lors de crises humanitaires
- Lutte contre la violence faite aux femmes
- Eau potable, hygiène et assainissement

POUR LUTTER VOUS AUSSI CONTRE LA PAUVRETÉ ET COMBATTRE L'INJUSTICE, JOIGNEZ-VOUS AU MOUVEMENT : [WWW.OXFAM.QC.CA](http://WWW.OXFAM.QC.CA)



L'AN DERNIER...

EN AFRIQUE, AU MOYEN-ORIENT, EN AMÉRIQUE DU SUD ET DANS LES CARAÏBES, OXFAM-QUÉBEC A RÉALISÉ, AVEC 130 PARTENAIRES LOCAUX :



58 projets de développement durable.



13 interventions d'urgence.

AU QUÉBEC, NOUS AVONS SENSIBILISÉ AUX INÉGALITÉS :



6 000 jeunes des écoles secondaires grâce à notre 48<sup>e</sup> Marche Monde. 3 500 écoliers grâce à 18 mini Marche Monde.



10 840 élèves grâce à 396 ateliers offerts dans les établissements d'enseignement.

DANS LES ÉCOLES SECONDAIRES ET LES CÉGÉPS :



26 Magasin du Monde offrant des produits équitables ont été gérés par des jeunes, soutenant ainsi les productrices et producteurs du Sud.

MERCI À VOUS :



Et tous ces projets sont réalisés grâce à plus de 20 000 donatrices et donateurs.



## DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

## Changer le monde, une femme à la fois

Présentation de différents projets à travers le monde qui luttent contre les inégalités

## Pêcher et cultiver pour plus d'autonomie et d'égalité

JEAN-FRANÇOIS VENNE

Collaboration spéciale

Le Honduras a beaucoup fait parler de lui depuis quelques mois, en raison de la forte présence de ses citoyens au sein des caravanes de migrants avançant vers la frontière américaine. Dans ce pays d'Amérique centrale peuplé de 9,1 millions d'habitants, plus de six personnes sur dix vivent sous le seuil de pauvreté, plusieurs touchant moins d'un dollar par jour. Des coopérants québécois collaborent avec des organisations locales pour contribuer à l'amélioration de la situation, notamment en aidant les femmes et les jeunes à y prendre leur place.

La spécialiste de l'environnement Nalitha Paradis s'est engagée ces dernières années dans deux projets de coopération d'Oxfam-Québec au Honduras. Elle a d'abord collaboré avec des organismes locaux, dont le Comité de développement et de défense de la faune et de la flore du golfe de Fonseca (CODDEFFAGOLF), dans un projet réalisé auprès de 112 femmes âgées de 15 à plus de 60 ans. Ces femmes d'Amapala, municipalité située sur une île du sud du Honduras, récoltent des palourdes et des sardines. Leur technique consiste à construire des demi-cercles de pierres, que l'eau recouvre à marée haute. Lorsque la marée se retire, des palourdes et des sardines s'y retrouvent prisonnières et sont récoltées par les pêcheuses équipées d'un seau et d'un filet. « Il s'agit d'un travail harassant, exigeant de passer parfois jusqu'à dix heures par jour sous un soleil de plomb », précise Nalitha Paradis.

**« La population du Honduras a envie de changer la réalité du pays pour vivre dignement, et les femmes et les jeunes ont un rôle important à jouer pour y arriver »**

Oxfam souhaite améliorer l'autonomie de ces femmes et les aider à tirer un plus grand bénéfice de leur travail. Le projet comprenait l'établissement d'une certification locale assurant un même niveau de qualité, de fraîcheur et de salubrité entre les produits vendus par les différentes femmes. Cette certification apporte une valeur ajoutée et les aide à se démarquer auprès des acheteurs.

Un organisme partenaire, l'Institut national de formation professionnelle (INFOP), a offert aux femmes de nombreux cours allant de la survie en mer à la commercialisation, en fonction de leurs besoins. En effet, les 112 femmes sont scindées en quatre groupes, dont deux s'occupent de la pêche et deux autres de la commercialisation. L'autre partenaire, CODDEFFA, s'est chargé de donner des cours de leadership aux femmes, afin de les aider à s'approprier la parole dans un milieu où celle-ci demeure souvent l'apanage des hommes et à prendre assez confiance en elles pour devenir elles-mêmes des meneuses.

**Les jeunes s'approprient l'aquaponie**

Dans un deuxième projet, 120 jeunes garçons et filles âgés de 12 à 30 ans ont été appuyés dans le développement d'un élevage aquaponique. Dans ce type d'approche, des plantes et des poissons sont élevés en même temps dans un système fermé. Les déjections des poissons servent d'engrais aux plantes, dont les racines purifient l'eau. « Nous avons réalisé que les

jeunes de cette communauté souffraient d'un manque d'accès à l'alimentation, donc ce projet vise la sécurité alimentaire », explique Nalitha Paradis.

Le système permet de faire pousser des légumes, tout en élevant des tilapias et des perches, un poisson que l'on trouve dans les rivières locales. Les jeunes ont été engagés dans le projet dès le processus d'élaboration, afin de s'assurer qu'il correspondait à leurs besoins et à leurs envies. Ils gèrent eux-mêmes le système aquaponique, par exemple en effectuant les petits changements d'eau lorsque cela est nécessaire, en nourrissant les poissons et en prenant les décisions au quotidien.

« La population du Honduras a envie de changer la réalité du pays pour vivre dignement, et les femmes et les jeunes ont un rôle important à jouer pour y arriver », croit Nalitha Paradis.

**Ouvrir les coopératives aux femmes et aux jeunes**

De son côté, Serge Lantagne dirige le Projet Canada-Honduras de valorisation agroforestière (CAHOVA) de la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI). Financé par Affaires mondiales Canada, le projet intervient auprès des 4000 membres de 42 coopératives honduriennes actives dans les filières bois et ébénisterie, café, cacao, ramboutan (aussi appelé litchi chevelu) et miel.

La moyenne d'âge des coopératives agricoles au Honduras est de 47 ans. Cela peut sembler jeune aux yeux d'un Québécois, mais il faut savoir qu'au Honduras plus de la moitié de la population a moins de 25 ans. Il devient donc crucial d'intégrer les jeunes. « Le milieu agricole hondurien a un problème de relève, et le rôle de la femme, pourtant réel, reste plutôt invisible, explique Serge Lantagne. Le projet CAHOVA vise à relever ces deux défis. »

Cela passe par un assouplissement de certaines règles des coopératives, lesquelles réservent la possibilité d'être membres aux seuls propriétaires terriens. Cela exclut d'office la plupart des femmes et des jeunes. Les instigateurs du projet CAHOVA souhaitaient d'abord convaincre les hommes de vendre un lopin de leur terre à leur épouse, afin que celle-ci puisse devenir membre de la coopérative. Ils se sont toutefois heurtés à une grande résistance de la part des hommes devant la perspective de céder légalement une parcelle de leur terre.

Une solution originale a donc été élaborée. Il s'agit des commodats. Plutôt que de vendre un lot de leur terre, les agriculteurs le cèdent en usufruit pour une période minimale de cinq ans. La plupart des 200 commodats signés jusqu'à maintenant portent sur une période de 10 ans, et certains vont même jusqu'à 20 ans. « C'est important, car cela permet aux femmes d'investir dans leur terre en sachant qu'elles en auront encore l'usage dans plusieurs années », précise Serge Lantagne. Le projet a débuté en 2016 et prendra fin en 2021. Au terme de cette période, M. Lantagne espère que 400 commodats auront été signés. Cela permettrait d'atteindre une parité hommes-femmes au sein des coopératives.

Ces dernières ont par ailleurs fait un effort de leur côté en assouplissant certaines règles. Plutôt que de devoir être propriétaires pour devenir membres, il faut maintenant simplement travailler la terre. Les femmes et les jeunes voient donc leur accès grandement facilité.

Il leur reste à prendre leur place dans les instances, comme les conseils d'administration. Les femmes reçoivent des formations pour apprendre à lire des états fi-



nanciers, à s'exprimer en public et à développer une confiance suffisante pour accepter de siéger à ces instances. Des comités de genre ont aussi été mis en place dans les coopératives. Composés de femmes, ils recensent les besoins des membres féminins et rédigent des plans d'action pour favoriser l'égalité des sexes dans ces organismes. Des avancées se font, par exemple, sur le plan de l'équité salariale.

Et c'est loin d'être fini. Après avoir travaillé sur l'accès aux terres et aux moyens de production, SOCODEVI s'attelle maintenant au financement de la production des femmes. Elle pourrait passer par des programmes de crédits offerts dans le cadre des coopératives. « Nous nous pencherons aussi sur la commercialisation de leurs produits, qui pourrait, par exemple, bénéficier d'une certification "produit par des femmes", comme nous l'avons déjà fait pour des productrices de café en Colombie », conclut M. Lantagne.

Après avoir travaillé sur l'accès aux terres et aux moyens de production, SOCODEVI s'attelle maintenant au financement de la production des femmes. SOCODEVI

**Il est temps d'agir !**

Partagez le chemin et marchez en solidarité avec les 68,5 millions de personnes migrantes et réfugiées forcées de fuir leur foyer.

En savoir plus : [devp.org/marche](http://devp.org/marche)



Carême de partage 2019



Développement et Paix  
CARITAS CANADA

**Construisons un monde plus juste pour toutes et pour tous!**

(SOCODEVI)

COOPÉRER · ENRICHIR · PARTAGER

**« Participer activement à titre de dirigeante de ma coopérative, prendre la parole devant les hommes et en public, voilà ce que je suis capable de faire maintenant avec les connaissances que le projet nous a transmises. »**

[socodevi.org](http://socodevi.org)



Notre réseau coopératif et mutualiste soutient les femmes des pays en développement pour faire respecter leurs droits et améliorer leurs conditions de vie.



# DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

## Les mots pour dire la violence

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Collaboration spéciale

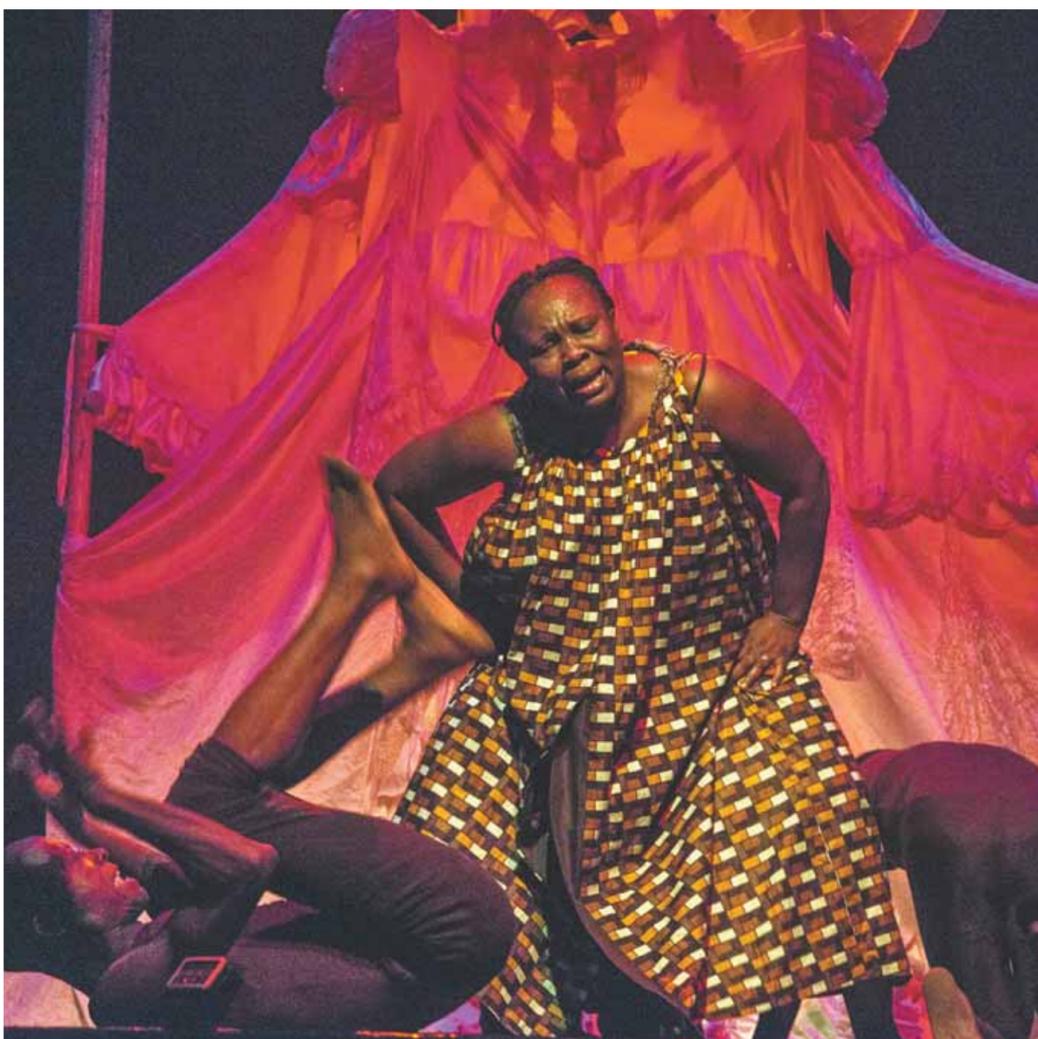
Huit cents témoignages comme autant de fils tissent la trame de *Bongo Té, Tika!*, une pièce qui dénonce les violences que subissent les femmes en République démocratique du Congo (RDC). Ce projet, c'est celui de l'ONG Théâtr'Action, basée en RDC, en collaboration avec le Théâtre des Petites Lanternes de Sherbrooke (TPL) et réalisé avec le soutien d'Oxfam-Québec.

L'aventure débute en 2014 lorsque Oxfam interpelle le TPL. L'organisme souhaitait voir, dans une perspective d'innovation, comment les arts pouvaient contribuer à bâtir un meilleur dialogue avec la société civile. «Lors de la première rencontre, c'était très clair que la question des violences sexuelles était prioritaire. Le sujet m'a particulièrement intéressée parce qu'il est mondial et non seulement propre à la RDC», explique Angèle Séguin, directrice artistique du TPL et coauteure de *Bongo Té, Tika!*

Bien qu'universelle, la situation est toutefois endémique à Kinshasa, capitale de la RDC. Dans cette ville de plus de 15 millions d'habitants, un grand nombre de personnes subissent leur lot de violences, surtout des femmes. Au cœur du projet d'Angèle Séguin: La Grande Cueillette des mots, un processus de création cher au TPL qui consiste à récolter, dans des carnets de paroles individuels, des témoignages, ici ceux de 600 femmes et de 200 hommes qui deviendront le matériau brut du texte de la pièce.

Pour ce projet fonctionne, pour que la parole de ces femmes, éloignées des structures de pouvoir dans un pays où elles n'ont jamais accès aux politiciens, puisse être entendue, il était primordial de mettre sur pied un comité de pilotage de haut niveau capable de faire le pont et de réintroduire cette parole dans la société civile. Composé de représentants d'ONU Femmes, de l'UNESCO, du Fonds des Nations unies pour la population, de la magistrature, des chefs coutumiers, ce comité de rêve s'est réuni à de nombreuses reprises. «C'est avec eux qu'on a élaboré le thème des carnets. Il reprend une phrase de l'hymne national du pays: "Plus beau qu'avant"», raconte la coauteure.

Des comédiens ont été formés, ainsi que des animateurs et des intervenants psychosociaux, et les séances d'écriture ont pu commencer. Témoin de l'opération, Angèle Séguin raconte: «C'était pour ces femmes un abandon complet, elles ont totalement fait confiance au processus. C'étaient des moments magiques et, à les regarder écrire, on pouvait voir leur histoire et toute leur vie se dérouler dans leur corps... Une fois le crayon sur le papier, on



ne pouvait plus arrêter le flot.»

«On a voulu garder cette parole au plus près de son état brut pour l'intégrer à la création de la pièce», explique la directrice. C'est avec l'aide de Marie-Louise Bibish, une

journaliste et femme de lettres congolaise installée à Montréal depuis 2010, et d'un conseiller dramaturgique du Centre des auteurs dramatiques qu'ils ont structuré le texte. Toute l'équipe artistique

La pièce *Bongo Té, Tika!* dénonce les violences que subissent les femmes en République démocratique du Congo.

THÉÂTRE DES PETITES LANTERNES DE SHERBROOKE

### Paroles de femmes

Voici en vrac des paroles extraites des carnets qui ont servi à l'écriture de la pièce. Les textes n'ont pas été corrigés, ils sont tels que lors de la saisie.

«De la nourriture. Moi femme, je n'ai aucune valeur. Je ne suis que leur nourriture.»

«La femme est un être faible. Elle est la septième bête après le crapaud. La femme n'est rien. Les femmes sont des imbéciles, les pensées des femmes ne se limitent qu'à leurs genoux.»

«Elle n'a qu'à tout supporter, garder le silence, faire obstacle à ses propres sentiments, retenir l'insupportable, taire sa colère et ne pas le dénoncer. Et comme elle supportait tout, elle est devenue imbécile.»

«On les considérait comme des objets, elles ne s'asseyaient jamais au salon, elles n'avaient rien à dire à l'homme elles ne pouvaient s'asseoir aux côtés de son homme et quand elles travaillent, on ne peut pas la payer au même salaire qu'un homme.»

«La violence est devenue une blague, un jeu. Une femme a été mariée à un homme qu'elle n'avait jamais vu, Un phénomène bizarre sa cuisine avait l'amertume de son âme quelque soit le plat qu'elle faisait.»

«La femme est violente parce que ses parents ont eu à demander un montant exagéré de la dot. Et pour l'homme il croit qu'il a le droit de faire n'importe quoi.»

«Que l'homme sache que je suis son semblable et que la différence de sexe ne lui donne pas autant de pouvoir sur moi.»

congolaise — les comédiens, le metteur en scène, les costumiers... — s'est ensuite envolée pour le Québec pour passer un mois à Sherbrooke à travailler le texte final.

Ces répétitions ont créé des tensions au sein de l'équipe et surtout auprès des interprètes masculins, qui craignaient d'être jugés, ostracisés, mais aussi d'être montrés du doigt par d'autres hommes parce qu'ils convoquaient une parole féministe. «C'était l'époque où le mouvement #MeToo faisait beaucoup parler de lui et, d'une certaine façon, c'est ce qui a libéré les comédiens puisqu'ils ont compris que ce n'étaient pas seulement eux, les méchants», se rappelle la directrice.

Depuis, 69 spectacles ont été donnés entre la mi-février et la fin avril 2018, et 37 210 personnes ont été touchées, pour une moyenne de 465 personnes par représentation. Et malgré le contexte social tendu lié aux récentes élections en RDC, les spectacles doivent reprendre dès février.

L'accueil qu'a reçu la pièce a été spectaculaire. Dans les écoles, la pièce a donné lieu à de vifs débats, et assurément à un éveil exponentiel de la jeunesse. Les jeunes ont ressenti la pièce comme quelque chose de libérateur de certains usages sans toutefois effacer complètement la culture traditionnelle des Congolais.

De plus, cette utilisation de l'art social a eu d'autres résultats importants: Mfumu Difima, secrétaire général de l'Alliance nationale des autorités traditionnelles du Congo, a demandé récemment à ce qu'une formation sur la violence faite aux femmes et aux filles soit offerte à tous les chefs coutumiers de la région.

«Plus on s'approche avec respect des communautés avec lesquelles on veut collaborer [...], plus on a un réel dialogue et une confiance mutuelle qui s'installent et plus on a de chances de donner à nos spectacles un impact réel sur la société civile», conclut Angèle Séguin.



ENSEMBLE À L'ŒUVRE,  
AVEC ET POUR  
LES FEMMES

LEGER.ORG

L'ŒUVRE  
LÉGER

Pour la dignité humaine  
au Québec et dans le monde

# DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

## Renforcer le militantisme des jeunes Péruviens



Oxfam a développé une stratégie de lutte contre les inégalités au Pérou. LUZ MENDOZA UNSPLASH

pérante. De cette façon, la thématique des inégalités a pu rejoindre une grande partie de la population.

### Les laboratoires Actúa

Fort de ces résultats, Oxfam s'est aussi engagée auprès de groupes de jeunes militants en créant conjointement un programme de renforcement des capacités qu'on a appelé les Laboratoires Actúa.pe pour s'attaquer aux inégalités. «C'était pour travailler, on a beaucoup appris», affirme Ode Lunardi. Ces laboratoires ont été mis en place grâce à un Fonds d'initiative et de développement fourni par Oxfam-Québec. «Habituellement, c'est un partenaire local qui met en branle le projet et le rôle d'Oxfam est de s'assurer que tout fonctionne bien. Ici, on s'est impliqué activement: on a mis en œuvre et on a créé conjointement un projet de 70 000\$ avec quatre groupes de jeunes militants qui représentaient chacun des types de luttes très différents.»

Un collectif s'intéressait aux questions de campagne de communication concernant la justice sociale. Un autre a joué un rôle clé dans certaines manifestations contre la corruption en lien avec les droits des travailleurs. Un troisième était concerné par les changements climatiques. Finalement, un quatrième collectif travaillait de façon locale dans un quartier parmi les plus pauvres de Lima. Ces collectifs sont devenus la rampe de lancement de quatre laboratoires Actúa.pe.

Aujourd'hui, des jeunes s'impliquent dans le processus de consultation avec l'État. Les termes des débats ont changé puisqu'ils incorporent maintenant la justice fiscale, le genre ou la captation de l'État. De nouvelles alliances sont nées entre divers groupes de militants, et de plus, ces interventions se poursuivent sans le financement d'Oxfam. Ode en est convaincue: «Oxfam, c'est le levier et le facilitateur dans cette relation basée sur l'autonomie et sur une approche horizontale qui a fait ses preuves.»

MARIE-HÉLÈNE ALARIE  
Collaboration spéciale

Depuis 1980, les gouvernements qui se succèdent au Pérou sont constamment aux prises avec de graves problèmes. Il y eut d'abord des difficultés d'ordre économique, puis l'arrivée de la guérilla gauchiste du Sentier lumineux. L'élection d'Alberto Fujimori en 1990 apporte quelques années de calme relatif, mais en 2000, ce dernier quitte ses fonctions. Ce sont en fait les trois derniers présidents du pays qui seront forcés de démissionner sous des allégations de corruption. Le nouveau président, Martín Vizcarra, n'est en place que depuis l'an dernier.

Ode Lunardi, une Montréalaise de 33 ans, était arrivée au Pérou en 2015 dans le contexte d'ébullition sociale lié aux élections. La jeune

femme en est revenue le mois dernier, après un séjour de trois ans comme coopérante volontaire pour Oxfam-Québec. «Au Pérou, Oxfam a développé une stratégie de lutte contre les inégalités, explique Ode Lunardi. Au cours de ces élections, nous avons mis sur pied une coalition regroupant des acteurs de la société civile qui tentent de relever les défis posés par les différents aspects de l'inégalité économique, environnementale et de genre.»

Pour y arriver, trois groupes qui n'ont pas l'habitude de se retrouver autour d'une même table ont été réunis: la société civile traditionnelle, les groupes de jeunes militants et les journalistes d'enquête et de la presse indépendante. L'objectif: alier toutes ces forces militantes afin de suivre en temps réel l'action du gouvernement et de s'assurer que celle-ci prend en compte leurs attentes, notamment sur les questions

liées à l'emploi et à la précarité.

Pour faire circuler l'information, la plateforme Actúa.pe a été créée. «Actúa signifie "agir" et pe, tout en étant l'URL du pays, en argot péruvien, ça signifie aussi "s'adresser à quelqu'un de manière informelle". On pourrait traduire par "c'est à toi d'agir!"» explique la coopérante.

**«Après les élections, on a procédé à l'évaluation des actions avec les acteurs avec qui on travaillait, et on s'est aussi questionné sur la valeur ajoutée d'Oxfam dans le contexte»**

Durant la campagne électorale, de nombreuses activités ont été organisées sous la bannière d'Actúa, comme un forum des candidats et une déclaration de la société civile

sur les inégalités. «Après les élections, on a procédé à l'évaluation des actions avec les acteurs avec qui on travaillait, et on s'est aussi questionné sur la valeur ajoutée d'Oxfam dans le contexte», raconte Ode Lunardi.

L'expérience s'est avérée enrichissante. Tous les groupes participants se sont nourris de l'expérience des autres. Par exemple, les acteurs de la société civile traditionnelle ont aimé d'être en contact de jeunes militants. L'exercice leur a entre autres permis de soumettre leur vocabulaire et leurs arguments à cet auditoire tout en s'ajustant. De leur côté, les jeunes, habitués aux manifestations et aux grandes actions collectives, ont appris à présenter leurs arguments de manière cohérente avec des propositions concrètes. «Oxfam a quant à elle élaboré de l'information destinée aux réseaux sociaux», ajoute la coo-

Dessignons un autre avenir à ceux dont la vie est semée d'embûches.

hi-canada.org

Hi  
humanité & inclusion

## Étendre son cercle et faire fructifier son entreprise



Ci-dessus, Cecilia Mamani, une femme avec un handicap physique, a pu établir des relations avec d'autres personnes en dehors de sa famille grâce à sa participation au Projet d'insertion socio-économique des femmes handicapées d'Humanité & Inclusion financé par le Programme québécois de développement international (PQDI). Elle souhaitait développer son entreprise de fabrication de vêtements en laine d'alpaga. Aujourd'hui, Cecilia se sent appréciée par d'autres personnes avec qui elle a développé des liens d'amitié. Elle a commencé à utiliser les réseaux sociaux pour faire son marketing, ce qui lui a permis de générer plus de revenus.

HUMANITÉ & INCLUSION CANADA

## DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

## Un projet qui favorise un retour à la dignité



Un projet de fabrication de briquettes vise à redonner une dignité aux femmes forcées de se reloger dans des camps de réfugiés au Nigeria. Petite histoire d'un projet inspirant d'aide humanitaire, doublé d'un projet d'aide au développement.

STÉPHANE GAGNÉ  
Collaboration spéciale

Les exactions du groupe terroriste Boko Haram au Nigeria ont causé des ravages. Fuyant la terreur, des centaines de milliers de personnes se sont déplacées vers des camps de réfugiés. Pour trouver du bois de chauffe, indispensable à la cuisson des aliments, les femmes doivent s'aventurer hors des camps. Or, dès leur sortie de ces lieux, elles deviennent des proies faciles pour le groupe terroriste.

L'ONG nigériane Gender Equality, Peace and Development Centre (GEPaDC), appuyée par l'Œuvre Léger, a trouvé une solution à ce problème de sécurité. Elle a lancé la fabrication de briquettes à partir de résidus de biomasse recueillis sur place (bran de scie, herbes, écales d'arachides, etc.).

Ces briquettes sont ensuite utilisées dans des fours à combustion améliorée (*fuel-efficient stove*), faits de feuilles de métal. « Ces appareils ont plusieurs avantages, affirme Patricia Donli, directrice exécutive de GEPaDC. Ils nécessitent moins de biomasse que les fours traditionnels et produisent aussi moins de gaz carbonique (CO<sub>2</sub>) et de fumée. »

La fabrication des briquettes a aussi un autre important bénéfice environnemental. Elle permet de sauvegarder les arbres dans la région. Une campagne de plantation d'arbres a même été entreprise.

#### Redonner leur dignité aux femmes

Ce projet permet aux femmes participantes d'avoir un peu de revenus en vendant les briquettes à l'intérieur du camp, selon M<sup>me</sup> Donli. Une situation beaucoup plus favorable qu'auparavant, alors qu'elles devaient opter pour des stratégies de survie négatives comme la prostitution, entre autres, pour acheter l'indispensable bois de chauffe.

#### « La formation les amène à soutenir les femmes, mais aussi à protéger femmes et filles contre la violence sexiste et à adhérer au système de déclaration en matière de violence sexiste dans leur communauté »

Parallèlement à ce projet, une formation de sensibilisation et de prévention à la violence domestique est aussi offerte aux femmes dans le centre de fabrication des briquettes. Les hommes y participent aussi. « La formation les amène à soutenir les femmes, mais aussi à protéger femmes et filles contre la violence sexiste et à adhérer au système de déclaration en matière de violence sexiste dans leur communauté », mentionne M<sup>me</sup> Donli. Cette formation, donnée pour l'instant à petite échelle, touche 400 femmes et 100 hommes.

#### Pour aller plus loin

Le projet, soutenu financièrement par l'Œuvre Léger, est en cours depuis six mois. « Jusqu'ici, nous l'avons financé à même nos fonds internes, affirme Chanèle Boulet-Gauthier, coordonnatrice, action humanitaire de

l'Œuvre Léger. Nous souhaitons toutefois obtenir un soutien financier pour le poursuivre une autre année. »

Selon M<sup>me</sup> Boulet-Gauthier, le projet, toutefois, « tombe entre deux chaises ». « Ce n'est pas uniquement un projet qui répond à une crise humanitaire et ce n'est pas non plus seulement un projet d'aide au développement, dit-elle. C'est un peu des deux. Cette situation rend la recherche de financement plus difficile, mais nous avons bon espoir de pouvoir trouver les fonds. »

#### Un soutien non intrusif

Dans ce projet, l'Œuvre Léger offre un soutien financier et logistique, mais le maître d'œuvre demeure l'ONG nigériane GEPaDC. « Ce sont eux qui possèdent l'expertise et qui connaissent le mieux les besoins sur le terrain, dit M<sup>me</sup> Boulet-Gauthier. C'est notre philosophie de l'aide étrangère. Nous les aidons notamment dans les demandes de subvention et dans la formulation de proposition de projets. »

L'Œuvre Léger est d'ailleurs présente dans cette région de l'Afrique depuis plusieurs années. « Depuis trois ans, nous avons un gros projet dans l'extrême nord du Cameroun, en partenariat avec Affaires mondiales Canada et une ONG locale, dit-elle. Il vient en aide à 75 000 personnes touchées par les violences perpétrées par le groupe Boko Haram. »

Les besoins y sont grands. On tente de combler notamment les besoins en eau potable, en nourriture et en soins de santé de base. Tous des besoins urgents pour une population vulnérable, déplacée, malgré elle, dans des camps de réfugiés.

Boko Haram est toujours actif dans la région. Récemment, il y a eu une recrudescence d'attaques du groupe, dans la région du lac Tchad, proche du camp de réfugiés où le projet géré par GEPaDC se déroule, selon Chanèle Boulet-Gauthier.

L'ONG nigériane Gender Equality, Peace and Development Centre, appuyée par l'Œuvre Léger, a lancé un programme de fabrication de briquettes à partir de résidus de biomasse recueillis sur place, dans les camps de réfugiés, au Nigeria.

PHOTOS  
NIGERIA GEPADC /  
L'ŒUVRE LÉGER



La fabrication des briquettes permet de sauvegarder les arbres dans la région.  
NIGERIA GEPADC /  
L'ŒUVRE LÉGER

**Nous bâtissons des relations justes et durables de part le monde**

mondialiser l'égalité [interpares.ca](http://interpares.ca)

# DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

DROITS DES MIGRANTS LGBTQ+

## Encore du chemin à faire



Dans le monde, 124 pays n'ont toujours pas de législation contre la discrimination envers les gais. Certaines des personnes LGBTQ+, se sentant menacées dans leur pays (souvent de mort), émigrent ici ou ailleurs. Or, une fois rendues dans leur pays d'accueil, elles peuvent vivre d'autres frustrations, au Québec aussi. Entrevue avec Meryem Benslimane, conseillère d'éducation en équité à l'Université McGill et administratrice d'AGIR, un organisme qui vient en aide aux personnes migrantes et réfugiées LGBTQ+, et Dalia Tourki, activiste en droit trans et éducatrice publique.

STÉPHANE GAGNÉ

Collaboration spéciale

**Dans le rapport annuel d'AGIR 2017-2018, on constate qu'il y a eu une augmentation importante des migrants et réfugiés LGBTQ+ qui ont fait appel à vos services. Du début d'avril 2017 au 31 mars 2018, 87 personnes se sont prévaluées de vos services contre 52 en 2016-2017. A quoi attribuez-vous cela ?**

**M.B.** La principale raison est que notre organisme est mieux connu qu'avant. Et il le sera davantage car, au cours de l'année 2018, AGIR a obtenu pour la première fois une subvention du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI). Jusqu'ici, notre organisme fonctionnait grâce au bénévolat. Cette subvention de 150 000\$, répartie sur trois ans, nous permet d'embaucher deux personnes à temps partiel. Deuxièmement, je crois que cette hausse est aussi due à la politique américaine anti-LGBTQ+. Elle rend les gens inquiets.

**Toujours dans votre rapport annuel, on observe qu'un grand pourcentage de personnes LGBTQ+ à qui vous offrez des services sont originaires d'Afrique. Quelle en est la cause, selon vous ?**

**M.B.** Plus des deux tiers des personnes à qui nous venons en aide proviennent en effet de l'Afrique francophone. La question de la langue joue un rôle, mais aussi le fait que ces gens se sentent menacés dans leur pays d'origine. Les personnes trans sont les plus vulnérables. Elles sont souvent rejetées par leur famille, elles sont prises pour cible par des personnes intolérantes et parfois assassinées. De plus, si elles sont agressées, elles ne peuvent pas porter plainte à la police [car souvent aucune loi ne les protège].

**Depuis la désignation de Montréal comme ville refuge, les choses ont-elles évolué plus positivement pour les migrants LGBTQ+ ?**

**M.B.** Cette désignation ne signifie pas grand-chose pour le moment, car il n'y a pas d'entente entre la Ville de Montréal et l'Agence des services frontaliers pour protéger les personnes en attente d'un statut. Une simple infraction mineure (ex.: ne pas arrêter à un feu rouge) les rend passibles d'expulsion. La mairesse Plante est consciente de cette situation et compte changer cela. L'Association des avocats et avocates en droit de l'immigration (AQAADI) préconise la politique *Don't ask, don't tell* pour ces personnes, [le principe consiste à ne pas questionner la personne à propos de son statut au moment où elle désire accéder aux services municipaux et, dans l'éventualité où l'absence de statut est malgré tout constatée, selon la politique, cette information ne doit pas être divulguée aux autorités compétentes en matière d'immigration].

**Le Québec est la seule province canadienne où il est impossible pour les personnes trans de changer**

**de prénom et de mention de sexe à moins d'être citoyen canadien. De quelle façon cela leur cause-t-il préjudice ?**

**D.T.** Les personnes migrantes trans qui ont eu une chirurgie de changement de sexe ou qui s'apprentent à faire la transition vers un changement de sexe sont discriminées par cette impossibilité d'avoir des pièces d'identité qui correspondent à leur genre. Elles doivent attendre d'être citoyennes canadiennes, ce qui peut prendre jusqu'à cinq ans. Pendant ce temps, elles vivent avec des documents qui ne correspondent pas à leur identité de genre. Cela leur complique la vie. Par exemple, il leur est plus difficile de se trouver un emploi ou un logement. Depuis plusieurs années, le Centre de lutte contre l'oppression des genres dont je fais partie milite pour faire changer cette situation injuste. À l'automne 2017, Carole Poirier, députée du Parti québécois, a déposé le projet de loi 895 avec cet objectif. Or, la loi n'a pas été adoptée. Depuis le 15 janvier dernier, un procès est toutefois en cours à la Cour supérieure pour forcer le gouvernement du Québec à procéder à ce changement. On vise à invalider 11 articles du Code civil, dont l'article 71 qui empêche les personnes trans non citoyennes canadiennes de changer d'identité de genre.

**Comment se présente la situation en général dans le monde pour les personnes LGBTQ+ ?**

**M.B.** Un grand nombre d'États n'offrent toujours pas de protection légale pour ces personnes. Certains pays ont fait des avancées concernant les droits LGBTQ+, mais la situation demeure dangereuse malgré tout. Par exemple, en Afrique du Sud, le mariage entre conjoints-conjointes de même sexe est autorisé, mais dans la population, c'est encore difficilement accepté. D'autres pays sont dans une situation semblable.

Ici, il y a des situations où les tribunaux demandent l'expulsion d'une personne LGBTQ+ vers son pays d'origine sans tenir compte du danger qu'elle court si elle y retourne. Soit les juges ne croient pas que la personne pourrait être en danger en retournant dans son pays (à cause des lois adoptées en faveur de la communauté, mais non appliquées ou non respectées dans les faits), soit ils ne croient pas à la bisexualité de la personne ou à sa nouvelle identité de genre. On croit plus facilement les gais et les lesbiennes que les personnes bisexuelles ou trans. Heureusement, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada (CISR) a adopté en mai 2017 de nouvelles directives qui permettent de mieux évaluer la crédibilité de cas liés à la sexualité et au genre. C'est un pas dans la bonne direction.

**Comment voyez-vous l'avenir pour les groupes qui se portent à la défense des personnes LGBTQ+ ?**

**M.B.** Le fait qu'AGIR ait obtenu une subvention pour la première fois est un bon point, car notre organisme est le seul qui se porte à la défense des migrants et réfugiés LGBTQ+ à Montréal. Cependant, de façon générale, les groupes LGBTQ+ québécois souffrent d'un manque de financement chronique.

« Les personnes migrantes trans qui ont eu une chirurgie de changement de sexe ou qui s'apprentent à faire la transition vers un changement de sexe sont discriminées par cette impossibilité d'avoir des pièces d'identité qui correspondent à leur genre. Elles doivent attendre d'être citoyennes canadiennes, ce qui peut prendre jusqu'à cinq ans. »



JULIETTE F UNSPLASH

### PARTAGEZ VOS CONNAISSANCES



© MICHEL HUNEALTY

### ET CONTRIBUEZ À UN MONDE PLUS ÉGALITAIRE



© MICHEL HUNEALTY

### DEVENEZ VOLONTAIRE ET FAITES UNE DIFFÉRENCE!



© NHUNG LUU

### PLUS DE 300 MANDATS VOUS ATTENDENT SUR → UNITERRA.CA

**uniterra**  
UN PROGRAMME CECI & EUMC



Le programme Uniterra bénéficie de l'appui financier du gouvernement du Canada, par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

Canada

## REER

# Bien épargner aujourd'hui pour demain

La saison des REER est officiellement ouverte. Comment faire les bons choix d'épargne pour maintenant et l'avenir? Survol des différentes possibilités du côté du régime enregistré d'épargne-retraite (REER), de sa gestion, de l'importante étape du décaissement et du compte d'épargne libre d'impôt (CELI).

## Les REER: pour qui, pourquoi?

En début d'année, le sujet des REER refait invariablement surface, et pour cause. En 2014, un sondage réalisé par la Fédération de l'âge d'or du Québec révélait qu'un retraité sur deux comptait retourner sur le marché du travail en raison d'un manque de liquidités. De plus, selon les données recueillies par Statistique Canada, le taux d'épargne des ménages québécois peine à franchir la barre des 5%.

« C'est très peu comparativement à certains pays d'Asie, par exemple, où ce taux atteint 30, 40 ou même 50% des revenus », commente d'entrée de jeu Jean-Philippe Joncas, fiscaliste en planification fiscale et successorale à l'Industrielle Alliance. L'organisme de référence Question Retraite rapporte pour sa part que 45% des travailleurs de 25 à 44 ans ignorent la somme qu'il leur faudrait épargner pour maintenir leur niveau de vie à la retraite.

Toujours d'après Statistique Canada, seulement six Québécois sur dix déclarent se préparer à la retraite grâce à un plan d'épargne personnel ou à un régime de pension offert par leur employeur. Assurément l'un des programmes les plus connus, le REER suscitait, en 2016, l'adhésion d'environ 24% des contribuables de la Belle Province. Si, au fil des ans, le nombre de ses cotisants demeure stable, que savons-nous précisément du REER?

### Comment fonctionne un REER?

Rappelons d'abord que l'objectif du REER consiste à faire croître ses avoirs à l'abri de l'impôt tout en bénéficiant (habituellement) d'un remboursement en contrepartie des cotisations versées. Tant que les sommes placées dans le régime y restent, aucun impôt n'est prélevé, c'est-à-dire en principe jusqu'au moment de la retraite. À cette étape, comme les revenus d'une personne sont souvent moins élevés, le taux d'imposition le sera aussi.

Qui peut cotiser à un REER? Tout individu qui gagne un revenu au Canada et qui est âgé de 71 ans et moins au 31 décembre de l'année en cours. Les revenus admissibles sont les suivants: revenus nets d'emploi, d'entreprise, de loyers, certaines prestations d'invalidité, de même que les pensions alimentaires reçues. Le fait de participer à un régime offert par son employeur influe évidemment sur la somme qu'il est possible de verser dans son REER.

### Exemples à l'appui...

1. La somme versée dans un REER est déduite du revenu total du contribuable, ce qui a pour effet de réduire son revenu imposable. Une personne qui gagne 50 000\$, verse 5000\$ dans un REER et en réclame la déduction paie de l'impôt comme si elle avait gagné 45 000\$.

2. Jacques et Julie investissent chacun un total de 45 000\$ dans leur REER. Jacques verse 1500\$ par année dès l'âge de 25 ans et le fera pendant 30 ans. Julie attend quant à elle le début de la quarantaine et verse 3000\$ par an pendant 15 ans. En supposant un rendement annuel de 6,5%, Jacques aura atteint une valeur de 129 562\$ à 55 ans, alors que la somme cumulée par Julie sera de seulement 72 547\$.



Bien se préparer pour mieux profiter D2 et D3



Mythes ou réalités? D2 et D3



Comment conjuguer retraite et immigration? D4

## REER

## Consulter un planificateur financier

Il peut être judicieux de consulter un planificateur financier afin de s'assurer une retraite confortable. En plus d'aider chaque personne à préciser ses besoins en prévision de la retraite, le planificateur propose des solutions, des stratégies d'épargne et de décaissement dans le but d'atteindre les cibles identifiées en tenant compte des ressources financières disponibles, des impôts à payer, etc.

A terme, il propose un plan d'action dont il coordonne la mise en application. Il propose aussi un plan d'action dont il coordonne la mise en application et ses services sont habituellement gratuits puisque les frais sont intégrés à la vente de produits.

## Comment choisir son planificateur financier ?

**S'assurer** que celui-ci est diplômé de l'Institut québécois de planification financière (IQPF).

**Vérifier** auprès de l'Autorité des marchés financiers si la personne est autorisée à exercer.

**D'autres spécialistes** peuvent également être mis à contribution en matière de finances personnelles. La capsule Flash Retraite de Retraite Québec Choisir le conseiller qu'il vous faut permet d'y voir plus clair.

«Un bon planificateur financier doit apprendre à bien connaître le client et sait établir avec lui une relation de confiance. C'est aussi une personne qui a la capacité de vulgariser les notions financières et qui prend soin de mettre le client en contact avec certains spécialistes au besoin», ajoutent Jean-Philippe Joncas et Louis Lepage, fiscalistes en planification fiscale et successorale à l'Industrielle Alliance Groupe financier.

# Bien se préparer pour mieux profiter de sa retraite

**A**u moment de la retraite, pour maintenir son niveau de vie, une personne devrait pouvoir compter sur environ 70 % du revenu annuel brut moyen de ses trois dernières années de travail. Largement diffusé, ce barème ne représente toutefois qu'une approximation. Selon les habitudes de vie d'un individu, ses projets et sa situation financière, le revenu nécessaire après la vie active demeure très variable.

Retraite Québec rappelle que «ce qui est essentiel pour l'un peut être considéré comme un luxe pour l'autre. Chacun doit donc décider du revenu qu'il lui faudra en se penchant sur l'expression "en avoir suffisamment", car la différence d'appréciation en la matière est aussi grande que lorsqu'il s'agit d'évaluer le prix

d'un bien et la valeur qu'on lui accorde». Cet exercice gagne évidemment à être entrepris bien avant l'âge de la retraite.

«Ne pas reporter à plus tard ce que l'on peut faire maintenant» prend véritablement tout son sens à l'égard de la planification financière. Il importe de trouver des réponses à un ensemble d'interrogations pendant sa vie active et d'y revenir régulièrement. «Faire le point sur ses engagements et sa situation familiale est une démarche qui se rapproche du bilan médical: c'est la meilleure façon d'agir de manière préventive», soutient Retraite Québec.

Voici quelques outils et informations pour vous aider à évaluer vos besoins et à prendre les bonnes décisions pour vous.

## À noter

Pour savoir combien espérer obtenir en remboursement pour ses cotisations REER, un outil de calcul en ligne est généralement offert par les institutions financières. Les contribuables à faible revenu ont avantage à consulter un planificateur financier afin d'obtenir ses conseils en matière d'investissement. Comme les revenus à la retraite risquent de ressembler à ceux qui sont touchés pendant la vie active, le taux d'imposition pourrait demeurer inchangé et l'économie d'impôt est susceptible d'être moins marquée.

## Mythes ou réalités ?

### Cotisation à un REER égale remboursement d'impôt.

**FAUX.** Dans les faits, la somme investie sera déduite du revenu imposable, mais certains facteurs financiers peuvent faire en sorte qu'il n'y ait pas de remboursement.

### Le REER est un produit financier.

**FAUX.** Il s'agit plutôt d'un compte enregistré auprès de l'Agence du revenu du Canada (ARC). L'argent versé dans un REER peut être placé dans différents véhicules financiers: comptes d'épargne, certificats d'épargne, placements garantis, placements adossés aux indices boursiers, valeurs mobilières, etc. Il est donc loisible de diversifier son portefeuille de REER selon les objectifs que l'on vise et sa tolérance au risque. On souscrit à un REER par l'entremise d'une institution financière comme une banque, une société de fiducie, une Caisse populaire ou une compagnie d'assurances. Il est possible de le faire directement en ligne et d'obtenir l'assistance d'un conseiller en placement.

### Plus on commence tôt à cotiser dans sa vie, plus c'est avantageux

### Les droits de cotisation s'accroissent.

**VRAI.** Les années pour lesquelles des déclarations de revenus ont été produites et où il n'y a pas eu de cotisations sont considérées et les droits s'accroissent. Il est possible d'utiliser ses droits de cotisations reportés depuis 1991 afin d'augmenter son maximum déductible. La déduction est également reportable indéfiniment dans le futur, ce qui est utile lorsqu'on envisage de faire des cotisations importantes ou lorsque ses revenus varient d'une année à l'autre. La somme qu'il est possible de verser dans son REER figure normalement sur l'avis de cotisation fédéral reçu en cours d'année.

### Il faut avoir 18 ans pour cotiser à un REER.

**FAUX.** Il n'existe pas véritablement d'âge minimal. Si une personne a un revenu admissible et un numéro

d'assurance sociale, elle peut cotiser à un REER.

### Il est possible de verser plus que la limite permise.

**VRAI.** La cotisation excédentaire maximale peut aller jusqu'à 2000 \$ durant sa vie, sans pénalité. En cas de dépassement du maximum déductible, un individu aura cependant à payer 1 % par mois sur l'excédent, et ce, jusqu'à ce que celui-ci soit retiré du REER.

### On peut cotiser au REER de son conjoint.

**VRAI.** L'ARC l'autorise en effet. Cette mesure peut servir dans plusieurs situations de planification fiscale afin de réduire au maximum l'impôt payable à la fin de l'année pour les deux conjoints. Cela peut également permettre de maximiser le remboursement d'impôt lorsqu'un des conjoints a un taux d'imposition marginal plus élevé que l'autre.

### Il est préférable d'attendre la «saison des REER» pour cotiser.

**FAUX.** En janvier et février, le contribuable profite d'une période de 60 jours pendant laquelle il peut cotiser pour l'année précédente, période qui se termine autour du 1<sup>er</sup> mars. Toutefois, le fait de cotiser sur une base régulière permet de profiter du rendement obtenu durant l'année entière. Puisque les sommes en cause sont moins importantes, elles deviennent aussi plus faciles à gérer. Par ailleurs, plus on commence tôt à cotiser dans sa vie, plus c'est avantageux.

### L'épargne accumulée est accessible en tout temps.

**VRAI.** La somme retirée sera cependant imposable selon le taux marginal d'imposition du contribuable en vigueur durant l'année où le retrait est effectué. Il est donc primordial d'effectuer ses retraits lorsque ses revenus sont peu élevés. Certains frais d'administration peuvent en outre être exigés par l'institution financière. Afin de pallier les imprévus, il est conseillé de mettre de côté de l'argent dans un compte épargne ordinaire.

Sources: *Soumissions Placement et Retraite Québec*



**ON A INVENTÉ  
UNE ÉPARGNE  
QUI NE CHÔME PAS**

Votre épargne au Fonds a créé  
près de 195 000 emplois  
d'un bout à l'autre du Québec.

**C'EST ÇA, L'ÉPARGNE POSITIVE.**

**FONDS**  
de solidarité FTQ

## REER



## Le REER a 62 ans

Le REER a été institué en 1957 par le gouvernement fédéral afin de permettre aux Canadiens de se constituer un régime complémentaire de retraite à l'abri de l'impôt tout au long de leur vie active. Depuis son apparition, il a su rallier des millions d'épargnants. Tous les contribuables ont dès lors pu profiter des mêmes avantages fiscaux dont bénéficiaient déjà les participants aux régimes enregistrés de pension (REP) offerts par leur employeur.

## Quelques dates clés

**1957** Le gouvernement libéral de Louis St-Laurent crée le REER, appelé à l'époque « rente de retraite enregistrée ». La limite des contributions est établie à 10% du revenu de l'année, pour un maximum de 2500\$.

**1978** Lancement du fonds enregistré de revenu de retraite (FERR) afin d'éviter aux particuliers de devoir liquider leur REER d'un seul coup ou d'en utiliser le produit pour constituer une rente.

**1990** Augmentation de la limite des cotisations à 18% des revenus de l'année précédente; le maximum atteint ainsi 11 500\$. La règle sur les droits de cotisations inutilisés permet désormais aux particuliers de reporter ceux-ci dans un délai de sept ans.

**1992** Création du régime d'accèsion à la propriété (RAP) afin d'aider les contribuables à accéder à la propriété en utilisant les fonds de leur REER.

**1999** Instauration du régime d'encouragement à l'éducation permanente (REEP).

**2007** L'âge auquel les épargnants doivent convertir leur REER en rente passe de 69 à 71 ans.

Sources : Statistique Canada et Wikipédia

## Quelques outils de planification financière

Facilement accessibles, ces quelques outils de planification financière peuvent servir de point de départ à toute personne désireuse d'entreprendre une démarche en vue de préparer sa retraite :

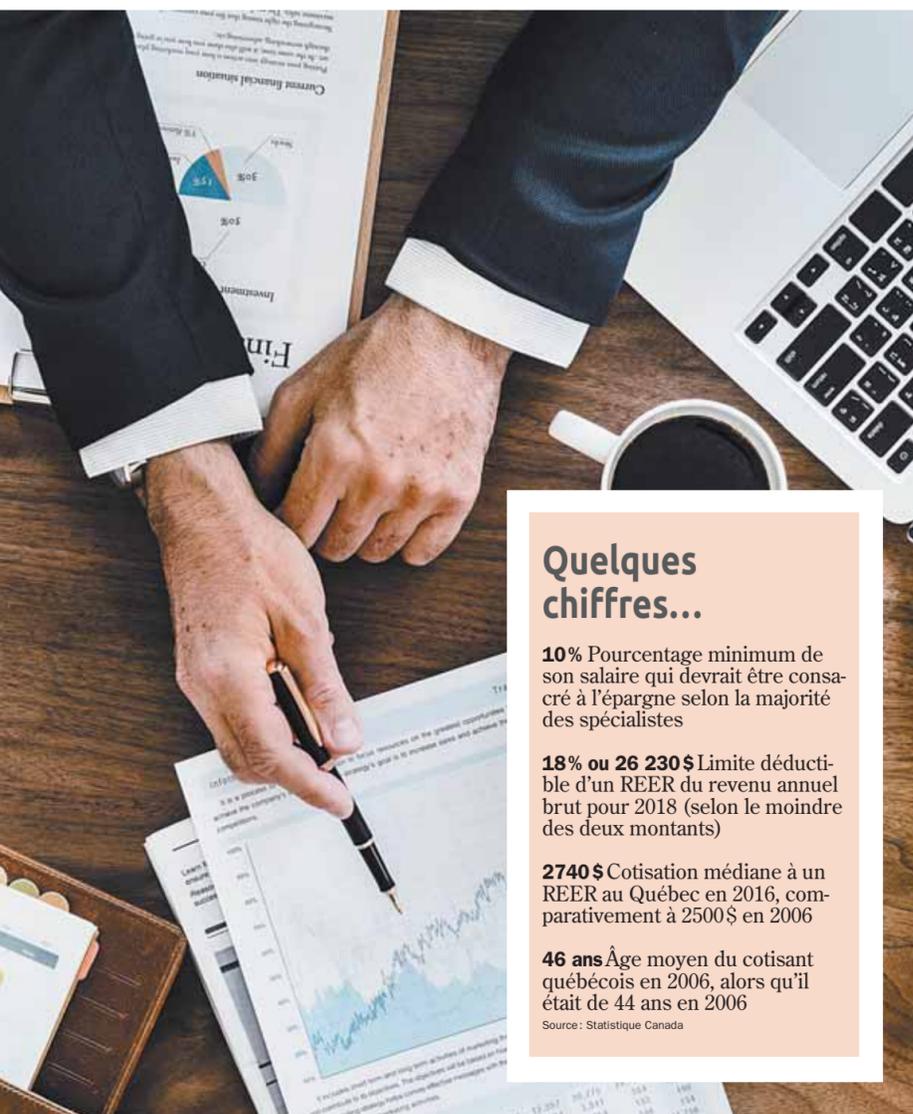
**SimulR** Outil interactif simplifié de simulation des revenus à la retraite

**SimulRetraite** Outil personnalisé destiné à obtenir un portrait complet de sa situation financière à la retraite et à voir les sources de revenus possibles

**Guide de la planification financière de la retraite** Guide complet à télécharger pour la planification financière publié par Question Retraite

**Capsules d'information Flash Retraite** Répertoire composé de 52 capsules d'information sur la planification financière de la retraite

Ce cahier promotionnel a été produit par l'équipe des publications spéciales du *Devoir*, grâce au soutien des annonceurs qui y figurent. Ces derniers n'ont cependant pas de droit de regard sur les textes. La rédaction du *Devoir* n'a pas pris part à la production de ces contenus.



## Quelques chiffres...

**10%** Pourcentage minimum de son salaire qui devrait être consacré à l'épargne selon la majorité des spécialistes

**18% ou 26 230\$** Limite déductible d'un REER du revenu annuel brut pour 2018 (selon le moindre des deux montants)

**2740\$** Cotisation médiane à un REER au Québec en 2016, comparativement à 2500\$ en 2006

**46 ans** Âge moyen du cotisant québécois en 2006, alors qu'il était de 44 ans en 2006

Source : Statistique Canada

Il peut être judicieux de consulter un planificateur financier afin de s'assurer une retraite confortable.

PHOTOS RAWPIXEL UNSPLASH

# URGENCE CLIMATIQUE



« Je refuse que  
mon argent finance  
le dérèglement climatique. »

Je choisis le **RÉER sans pétrolière**  
de la Caisse d'économie solidaire.

Chaque geste compte et le temps presse! »

– Karel Mayrand

1 877 647-1527  
caissesolidaire.coop

CAISSE.  
D'ÉCONOMIE.  
SOLIDAIRE.

## REER

# Conjuguer retraite et immigration de première génération



CONNOR BAKER UNSPLASH

Pour quiconque vit au Québec depuis toujours, la préparation à la retraite représente déjà un défi de taille. Dans l'atteinte d'un objectif d'épargne adéquat, la somme d'informations à connaître et d'outils à maîtriser relève donc d'un important pari pour un immigrant de première génération. Entrevue avec Pierre-Franck Honorin, directeur de section, Nouveaux arrivants et Communautés culturelles chez Desjardins.

## Que doivent d'abord savoir les nouveaux arrivants au sujet des régimes publics et privés disponibles au Québec et au Canada?

Ils doivent prendre conscience qu'il y a une très grande différence entre nos régimes et ceux des autres pays. Il faut par exemple leur expliquer que les retraites publiques et privées dépendent du nombre d'années au Canada, des sommes versées année après année et qu'elles sont plafonnées. Dans certains pays, les retraites publiques sont jumelées aux retraites d'employeur, et l'employé s'attend à obtenir une retraite confortable quand arrivera le temps de se retirer de la vie active. C'est dès leur arrivée que nous devons leur expliquer l'incidence de l'épargne retraite, gouvernementale, d'entreprise et personnelle, en les guidant adéquatement. Dans l'esprit de plusieurs immigrants, il reste l'idée que l'entreprise pour laquelle ils vont travailler au Québec va automatiquement cotiser à la retraite pour eux. Il y a vraiment un pont à faire en matière d'éducation pour leur donner l'heure juste et les outiller.

## Pour une partie des immigrants, il existe une possibilité de double imposition au moment du décaissement des régimes cotisés. Qu'en est-il?

Le Canada a signé certaines ententes pour éviter une double imposition avec plusieurs pays dans le monde. Par exemple, au moment de sa retraite, une personne qui a travaillé et cotisé une partie de sa vie en Italie va recevoir une somme pour laquelle elle sera imposée par le gouvernement italien. Cette personne va encore devoir déclarer ces revenus-là ici, en plus de ceux touchés au Québec, mais elle pourra déduire ce qui a été versé en Italie. Il y a toutefois des pays où un individu pourrait être amené à payer deux fois sur les mêmes sommes, sans obtenir de crédit d'impôt. Il est important pour les arrivants de première génération de s'informer afin de connaître le régime de disposition d'imposition qui existe entre les deux pays. Quand le dossier est un peu plus complexe, on peut inviter les gens à faire appel à un spécialiste en fiscalité internationale de façon à voir comment une solution légale peut être trouvée.

## Les transferts internationaux à la famille élargie sont monnaie courante pour les ressortissants de certains pays. Comment concilier cette réalité avec le défi d'accumuler de l'épargne suffisante en vue de la retraite?

Une personne qui vient travailler ici a effectivement parfois le poids de continuer à aider financièrement les proches qui sont restés dans le pays d'origine. Une partie du salaire que celle-ci reçoit est donc envoyée à l'étranger. Nous faisons par conséquent face à une nouvelle réalité : comment effectuer des transferts de fonds de manière sécuritaire à un coût accessible, de façon à ce qu'une somme soit acheminée sur une base régulière à la famille. Nous allons accompagner les gens, ce qui nous permet de voir si la personne a un projet de vie au Canada à court, moyen ou long terme, si elle envisage de faire venir sa famille ou de retourner dans son pays pour sa retraite.

## Dans l'esprit de plusieurs immigrants, il reste l'idée que l'entreprise pour laquelle ils vont travailler au Québec va automatiquement cotiser à la retraite pour eux

## Pour bien préparer sa retraite, tout nouvel arrivant doit pouvoir planifier un budget en tenant compte de la réalité d'ici. Quelle stratégie faut-il mettre en avant?

Les dépenses d'un nouvel arrivant sont souvent un défi à l'arrivée au Québec, car cela impose beaucoup d'achats qui, parfois, n'ont pas été prévus. La première étape pour leur projet de retraite est de tenir un budget qui lui permettra de réaliser pleinement tous leurs projets financiers, y compris leur projet de retraite. Parallèlement, il faut mettre un accent particulier sur les différents régimes de retraite offerts au Canada qui permettront de réaliser les projets de retraite ainsi que les autres projets de vie. Il y a beaucoup de choses à expliquer concernant la réalité d'ici, et l'objectif est d'informer les nouveaux arrivants afin qu'ils aient tous les outils en main pour maximiser leur intégration.

ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC

PRÉSENTE

LE RISQUE



Risque n° 6

## SORTIR APRÈS UNE PLUIE VERGLAÇANTE



Risque n° 54

## STATIONNER SA VOITURE PRÈS D'UNE PATINOIRE EXTÉRIEURE



Il y a des petits risques que l'on aime prendre. Mais pour vos projets, **ne prenez aucun risque.**

Découvrez notre CELI et notre REER garantis à 100 %

Communiquez avec l'un de nos agents d'investissement

1 800 463-5229 | [epq.gouv.qc.ca](http://epq.gouv.qc.ca) | Retrouvez-nous sur



Épargne  
Placements  
Québec

